

Sauvons le service public : Non à la délocalisation des emplois

Propriétaire de La Poste et actionnaire majoritaire de Swisscom, la Confédération porte une responsabilité envers la population suisse. Ces entreprises devraient donc maintenir les emplois et les compétences dans le pays. Or, elles délocalisent toujours plus de postes à l'étranger : depuis 2022, quelque 130 postes informatiques de La Poste à Lisbonne et plus de 600 postes de Swisscom en Lettonie et aux Pays-Bas, sans compter les nouveaux sites de Swisscom au Kosovo, en Pologne et en Bulgarie. **Cette évolution affaiblit le service public, met en péril des emplois et des places d'apprentissage en Suisse et accroît les risques pour la qualité du service public, la formation et la sécurité de l'approvisionnement.**



Tous les détails
de la pétition

Nos revendications

Nous demandons au Conseil fédéral et au Parlement de mettre un terme effectif à la délocalisation d'emplois et de savoir-faire dans les entreprises proches de la Confédération – par le biais des objectifs stratégiques de ces entreprises et, si nécessaire, par des règles légales claires.

Oui, je demande au Conseil fédéral et au Parlement :

- Les emplois et les activités des entreprises proches de la Confédération aujourd'hui situés en Suisse ne doivent pas être délocalisés à l'étranger si l'objectif vise principalement à réduire les coûts.
- Les activités stratégiques et sensibles doivent rester en Suisse – en particulier lorsqu'elles sont essentielles au service public, à la sécurité de l'approvisionnement ou à la sécurité du pays.

Signatures

Toute personne peut signer – quel que soit son âge, sa nationalité ou son employeur.

Prénom / Nom	Adresse, NPA / Localité	Adresse e-mail	Signature

Protection des données : transfair traite tes données de manière confidentielle et les utilise exclusivement dans le cadre de cette pétition. Ton anonymat est garanti – La Poste et Swisscom ne sauront pas qui a signé. À l'échéance du délai, transfair remettra les signatures directement au Conseil fédéral et au Parlement. En signant, tu autorises transfair à t'informer par e-mail sur cette pétition et sur d'autres revendications syndicales; tu peux révoquer cette autorisation en tout temps.

La pétition court jusqu'au 30 novembre 2026. Renvoyer la feuille à : transfair | Hopfenweg 21 | Case postale | 3000 Berne 14

transfair | Hopfenweg 21 | Case postale | 3000 Berne 14 | T 031 370 21 21 | info@transfair.ch | www.transfair.ch